

Hautes Terres Communauté

Recu en préfecture le 22/09/2025

Publié le 22/09/2025

Envoyé en préfecture le 22/09/2025

ID: 015-200066637-20250910-2025_DPRSDT_259-AR

Le 10 septembre 2025 DECISION PRESIDENT N°2025-DPRSDT-25

4.2 - Personnel contractuel

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

Le Président de Hautes Terres Communauté

Objet: Recrutement d'un agent contractuel pour accroissement temporaire d'activité

Vu le Code général de la fonction publique et notamment l'article L.332-23-1°;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale;

Vu la délibération n°2024-CC-206 en date du 09 décembre 2024 portant délégation d'attributions du Conseil communautaire au Président ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel afin de faire face à l'accroissement de l'activité au sein des Maisons France Services du territoire ;

Considérant que le candidat remplit les conditions générales de recrutement énumérées à l'article 2 du décret susvisé du 15 février 1988 modifié, dont l'aptitude physique est attestée par certificat médical;

DECIDE

Article 1: De recruter, en application de l'article L.332-23-1° du Code général de la fonction publique, un agent contractuel pour la période du 15 septembre 2025 au 15 septembre 2026 ;

Article 2 : Que les conditions principales d'embauche sont les suivantes :

- Fonction: conseillère France Service Services Référent mobilité à Massiac;
- Nombre d'heures au contrat : 21 heures hebdomadaires ;
- Rémunération : sur la base de l'indice IB/IM 422/380 avec éventuellement un versement d'une prime précarité dans le respect des conditions d'octroi ;

Article 3 : Les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif 2025 ;

Article 4 : Il sera rendu compte de la présente décision au prochain Conseil communautaire ;

Article 5 : Madame la Directrice de Hautes Terres Communauté et Monsieur le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.